

Compte rendu du CTE du 09 Mars 2021



Étaient présents :

Pour la direction : S. Le MOING, V. BOURQUART, S. ROUVERON, D. LEFRANC, E. ABELLO, C. GERARD...

Pour l'Alliance du Trèfle : Franck CAYSSIALS et Philippe MARCEL.

Le SYGMA-FSU a boycotté le CTE.

Approbation du procès-verbal de la séance du 17 novembre 2020

Le procès-verbal est validé et P MARCEL est nommé secrétaire de séance.

Le PDG a présenté 5 points d'actualité

- **L'assistance utilisateur** : les choses s'améliorent grâce à la mise en place d'un plan d'action qui prévoit :
 - Mise en place d'un système d'escalade pour traiter les appels difficiles
 - Mise en place de formation pour les agents de l'assistance utilisateurs
 - Mise en place d'un système d'écoutes téléphoniques (mise en place en avril)
 - *Les OS ont affirmé que les utilisateurs ont encore beaucoup de mal à joindre l'assistance téléphonique et reportent leur agacement sur les agents de l'ASP.*
 - *L'Alliance du Trèfle regrette que les écoutes ne soient pas réalisées en binôme (DR + siège) mais confiées à un seul cadre de la DR.*
- **Le dispositif industrie du futur** auquel le ministre des finances est très attentif connaît un énorme succès (7700 dossiers alors que l'on en prévoyait 300 !). Ce qui amène une mise en tension des équipes.

65 ETPT ont été recrutés mais cela atteint la capacité d'accueil physique et d'encadrement de l'Agence. La solution retenue est de faire appel à un prestataire pour épauler les équipes ASP (appel d'offre selon la procédure d'urgence). L'outil de gestion de ce dispositif est OSIRIS car configuré pour traiter des aides à l'investissement, schéma dont relève les aides aux entreprises.
- **L'Assermentation des contrôleurs** : Un article du code rural, passé sous les radars de l'ASP, précisant que les contrôles doivent être effectués par des agents assermentés a été utilisé lors d'un contentieux pour obtenir l'annulation de la sanction pour vice de forme.

L'ASP a donc dû lancer un processus rapide d'assermentation de ses contrôleurs pour éviter que cela ne fasse jurisprudence au niveau des contentieux.

Certains procès-verbaux d'assermentation ont déjà été signés par des juges (Montpellier), d'autres tribunaux veulent une procédure d'assermentation en présentiel ce qui prendra encore quelques jours. Les contrôleurs seront dotés prochainement d'une nouvelle carte professionnelle où leur assermentation sera mentionnée.

 - *Les OS ont regretté d'avoir été informées tardivement de la mise en place du dispositif.*
 - *L'Alliance du Trèfle a demandé à ce qu'en complément à la note d'information qui a été envoyée aux contrôleurs, une rapide formation sur les droits et devoirs d'un contrôleur assermenté soit organisée, car cela a suscité beaucoup de questions légitimes parmi les contrôleurs.*

Syndicat de l'Environnement, la Forêt et l'Agriculture
EFA-CGC – ASP, 2 rue du Maupas, 87040 Limoges Cedex 1
tél. 06 77 88 97 64
mél. efa-cgc@asp-public.fr

Syndicat des agents du ministère chargé de l'Agriculture et ses
Établissements
CFTC- MAE - 12, rue Henri Rol-Tanguy 93555 Montreuil Cedex
tél. 06 34 23 84 44
mél. cftc-mae@asp-public.fr

Compte rendu du CTE du 09 Mars 2021



- *L'alliance du Trèfle a souhaité des précisions concernant les assermentations obligatoires pour effectuer des contrôles terrain, mais fléchées uniquement sur les titulaires et CDI, et les décisions d'habilitations signées par le DG pour les CDD, qui constituent le gros bataillon des contrôleurs terrain. La bonne procédure est que tout le monde doit être habilité par une décision ASP et les Titulaires / CDI obtenir une assermentation en plus.....*
- *Mais tout cela pour dire en conclusion que cela ne change rien et ne donne pas plus de devoir que de droit aux agents.*
- **Les titres restaurants :** Le PDG soumettra demain au conseil d'administration un projet de nouveau marché titre restaurant. Le choix de passer en mode dématérialisé a été fait. Cela présente des avantages au niveau de la gestion, mais aussi pour l'agent qui verra sa carte automatiquement créditée tous les mois (ce qui règlera les problèmes de distribution aux agents totalement en travail à distance.).
- **Le changement de SIRH :** il ne sera pas possible en 2022 de migrer vers RENOIR RH, le logiciel de gestion du personnel du MAA, afin de faciliter l'articulation de la gestion du personnel entre le MMA et l'ASP. Le MAA est en retard sur ce point et n'est pas en capacité d'aider l'ASP dans la préparation de l'intégration et bascule sur RENOIR RH.
Le choix d'une solution technique temporaire VIRTUALIA (utilisé par FAM, INAO) permettant une bascule aisée vers RENOIR RH a donc été retenu pour 2022.

Le Plan de Transformation de l'Agence

Le PDG a admis que la méthode prévue initialement a été perturbée par la crise sanitaire. Les travaux ont été moins participatifs que prévus et les réflexions ont été recentrées sur les chefs de chantier (IG, DOP, DIT, DRH).

Il affirme que maintenant que des pistes sont établies, il souhaite en discuter avec les Organisations Syndicales. Il réaffirme son intention d'organiser avec elles des GT sur les chantiers que sont :

- L'évolution des métiers
- L'organisation territoriale
- L'ingénierie de projet.
 - *Les OS regrettent de ne pas avoir été impliquées dans la démarche dès le début. La direction ne les a pas consultées sur les diagnostics et semble les associer très tardivement au niveau de la mise en place des mesures. L'exemple criant étant le cas des fusions de DR évoquées lors du GT du 29 janvier et annoncées comme acquises lors d'Assemblée Générale en DR dès le lendemain , ce qui est un peu court pour élaborer.*
- *Le PDG indique qu'il n'y a pas de calendrier pour 2021.*
- *L'Alliance du trèfle s'interroge sur la capacité de la direction à pouvoir changer ses orientations si on lui démontre qu'elles ne sont pas bonnes. A la question, le PDG répond positivement.*

Le PDG a demandé aux OS de prendre acte de sa bonne foi. Un agenda de groupes de travail va être proposé aux OS. Il pense que OS et direction peuvent se retrouver sur les diagnostics et s'engage à ce que les groupes de travail soit de vrais espaces de négociation.

Syndicat de l'Environnement, la Forêt et l'Agriculture
EFA-CGC – ASP, 2 rue du Maupas, 87040 Limoges Cedex 1
tél. 06 77 88 97 64
mél. efa-cgc@asp-public.fr

Syndicat des agents du ministère chargé de l'Agriculture et ses
Établissements
CFTC- MAE - 12, rue Henri Rol-Tanguy 93555 Montreuil Cedex
tél. 06 34 23 84 44
mél. cftc-mae@asp-public.fr

Compte rendu du CTE du 09 Mars 2021



.Avis sur la modification du RIFSEEP des directeurs et directeurs adjoints

Pour le PDG il devient urgent, du fait du remplacement de nombreux DRD, de créer rapidement une fonction d'adjoint de directeurs, il y en a même deux :

- Les DR adjoints cotation 1 qui ont compétence de plein exercice sur tous les thèmes.
- Les DR adjoints cotation 2 qui ont uniquement des compétences de responsable de site (qui peuvent être cumulées avec une fonction de chef de service).

Il serait même favorable à ce que l'on n'utilise pas le même terme de directeur adjoint pour définir les deux fonctions.

- *L'ensemble des OS a voté contre cette proposition trop liée au sujet de la fusion des DR, qui semble encore en cours de négociation.*
- *L'Alliance du Trèfle y voit aussi un geste de solidarité avec les agents du statut unifié. La direction n'éprouvant aucun problème à modifier à la marge les primes du statut unifié pour y inclure la rémunération des directeurs adjoints, alors qu'elle se refuse depuis des années à effectuer une refonte totale de cette même grille pour la mettre à niveau du RIFSEEP.*

Avis Plan d'action égalité femmes / hommes à l'ASP

La DRH a présenté le plan d'action égalité homme/femme qui doit être défini dans tous les établissements publics en application de la loi de 2020. Ce plan comprend un axe facultatif lié à l'organisation et 4 axes obligatoires :

- Evaluer et prévenir les inégalités
- Garantir un accès égal aux fonctions
- Favoriser l'articulation vie privée/vie professionnelle
- Traiter les discriminations.

Pour chaque axe le plan définit un certain nombre d'actions pour lesquelles il est prévu un calendrier de mise en application et définit des indicateurs de réalisation.

Elle nous a aussi présenté le nouveau référent égalité M Yanco BOUTON.

- *Certaines OS se sont interrogées sur le signe que représente le choix d'un homme pour occuper cette fonction. La DRH le justifie comme un signe que les problèmes d'égalité concernent tout le monde.*
- *L'alliance du trèfle a demandé le périmètre exact du poste de référent : la lutte pour l'égalité homme/femme ou la lutte contre toutes les discriminations.*

La DRH a été très claire : le périmètre se limite au sujet déjà vaste de l'égalité homme/femme, même si bien entendu les formations contre les discriminations prévues dans le plan et la mise en place d'un numéro d'appel concernant l'ensemble des violences et des discriminations subies dans l'établissement.

- *L'ensemble des OS ont jugé le plan ambitieux.*
- *L'alliance du trèfle a voté pour ce plan d'action, les deux autres OS se sont abstenues.*

Avis sur Projet de décision relative au maintien de la rémunération des agents exerçant un mandat électif local

- *L'ensemble des OS a voté pour cette proposition.*

Syndicat de l'Environnement, la Forêt et l'Agriculture EFA-CGC – ASP, 2 rue du Maupas, 87040 Limoges Cedex 1 tél. 06 77 88 97 64 mél. efa-cgc@asp-public.fr	Syndicat des agents du ministère chargé de l'Agriculture et ses Établissements CFTC- MAE - 12, rue Henri Rol-Tanguy 93555 Montreuil Cedex tél. 06 34 23 84 44 mél. cftc-mae@asp-public.fr
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Compte rendu du CTE du 09 Mars 2021



Bilan et Plan de formation

Emilie ABELLO a présenté un bilan des formations 2020 et le plan de formation 2021.

Du fait du contexte sanitaire, les formations ont connu une baisse (40% en effectif stagiaires et 45% en nombre de jours). 67% des formations prévues ont cependant pu se tenir du fait de la mise en place de formation à distance.

En 2020, 126 sessions se sont tenues à distance et 85 en présentiel.

Bilan Télétravail 2020

Catherine GERARD a présenté un bilan du télétravail. 2020 fut une année particulière qui a vu le taux de télétravailleurs passer de 19% avant le premier confinement à près de 60%.

L'augmentation du nombre de télétravailleurs s'accompagne aussi d'une augmentation du nombre de jours télétravaillés par agents. Et en 2021 la tendance semble s'accroître.

- *Pour les OS ce qui a dominé en 2020 n'est pas le vrai télétravail choisi, mais le travail à distance imposé, ce qui ne permet pas d'effectuer un bon bilan du vrai télétravail. De plus au niveau des sites on constate des interprétations différentes des consignes qui amènent à des écarts. Elles demandent à la DRH de résoudre « avec discernement » les cas qui lui ont été remontés.*

Bilan rupture conventionnelle

S. ROUVERON a présenté un bilan des dossiers rupture conventionnelle traités par l'ASP en 2020.

Sur les 13 demandes, 10 demandes ont été acceptées (ce qui constitue un pourcentage plus élevé qu'au MAA). Les bénéficiaires sont essentiellement des catégories B (au MAA il s'agit surtout de catégories A) et les motifs sont pour moitié une réorientation professionnelle, pour l'autre moitié une retraite anticipée, ce qui explique un âge moyen des bénéficiaires autour de 55 ans.

Syndicat de l'Environnement, la Forêt et l'Agriculture
EFA-CGC – ASP, 2 rue du Maupas, 87040 Limoges Cedex 1
tél. 06 77 88 97 64
mél. efa-cgc@asp-public.fr

Syndicat des agents du ministère chargé de l'Agriculture et ses Établissements
CFTC- MAE - 12, rue Henri Rol-Tanguy 93555 Montreuil Cedex
tél. 06 34 23 84 44
mél. cftc-mae@asp-public.fr